

La rupture c'est maintenant !

Contribution de Clément Lacaille

1 La crise systémique de l'UE s'aggrave à une vitesse impressionnante. Dettes souveraines et bancaires, chômage structurel, récession, tensions sociales ont gagné la majorité de la zone euro; la dépression est annoncée pour 2013. Les mesures prises n'ont d'autre but que de sauver la finance, accroissent les déséquilibres, soumettent les peuples à des contraintes insupportables. Sur ce constat de faillite doit être fondée notre stratégie.

2 Notre Mouvement a pour vocation de porter la France à la pointe du combat pour résister et ouvrir un autre chemin. Où en sommes-nous quatre mois après le retour de la gauche au pouvoir?

Fin mai, au sommet de l'OTAN, F.Hollande confirme l'engagement de la France dans la Défense Anti-Missile de Territoire en Europe, dispositif dangereux qui renforce la course aux armements, crée des tensions à long terme avec la Russie, affaiblit notre logique de dissuasion nucléaire, et place les Etats européens sous tutelle directe des Etats-Unis aux plans de la technologie, du commandement opérationnel et pour une part importante de la politique de défense (cf.ma contribution du 26 mai). Il va prochainement afficher son atlantisme en avalisant notre réintégration dans l'OTAN.

Fin juin, notre Président fait ratifier le TSCG qu'il n'a nullement renégocié. Capacités d'interventions dérisoires, contraintes sévères qui appauvrissent les peuples, grave atteinte à la souveraineté, "saut fédéral" proclamé et planifié, nous avons tout dit sur ses conséquences mortifères.

La loi organique soumet la programmation budgétaire à la "règle d'airain" du TSCG et porte atteinte au pouvoir de décision du Parlement, basse manœuvre qui évite l'inscription dans la Constitution mais aboutit au même résultat. Le budget se plie à cette loi.

En politique étrangère, Hollande appelle au renversement du pouvoir en place en Syrie et se dit favorable à une intervention militaire onusienne sur le modèle de la Libye. Il fait de même pour le Mali, entonnant la rhétorique arrogante de l'ingérence humanitaire et s'engageant dans la diplomatie occidentaliste de l'UE dans le sillage des Etats-Unis.

Dans ces quatre domaines majeurs, la droite aurait à l'évidence pris les mêmes décisions. Nous avons montré que ces orientations aggravent le mal qu'elles prétendent combattre. La monnaie unique, qui concentre tous les effets pervers du système, n'est jamais mise en cause, pas plus que le statut de la BCE, la monétisation des dettes, la libre circulation des

capitaux, la loi des marchés financiers. Aucun des principes néo-libéraux n'est atteint par les mesures prises depuis mai. Les mêmes causes produisant les mêmes effets...

3 Nos thèses sont validées par les événements; mettons donc en lumière les contradictions du PS enfermé dans son social-libéralisme. Cela est fait à Belfort, et au Parlement par nos élus dans une critique parfaitement claire du TSCG et de la loi organique. Mais dans la finale du discours un bémol change le ton : "nous devons faire confiance à Hollande et son gouvernement, l'encourager à aller plus loin, lui donner du temps, l'aider, nous comptons sur lui ...". Entre les prémisses de l'argumentation d'opposition et sa conclusion en termes de soutien, la modulation est dissonante, la logique surprenante. Rejeter un texte aussi essentiel et en déduire la confiance en celui qui s'y engage est un exercice pour le moins incongru. Cette posture veut témoigner de notre esprit de responsabilité et nous apporte écoute respectueuse et considération. Notre accord politique ne nous en fait pas obligation. Je ne l'approuve pas pour deux raisons.

Elle présuppose la réussite à terme de la politique que conduit Hollande, sinon la confiance qu'on lui témoigne est suicidaire. Or, inutile de se répéter, la logique infernale de l'Union européenne va continuer sa route, et rien ne vient la subvertir dans les décisions de ce gouvernement. Le discrédit grandit avec le déferlement des suppressions d'emploi, et l'agitation de Montebourg est emblématique de son impuissance. Les prévisions de croissance et de déficit budgétaire ne seront pas tenues. La demande se contracte. La monnaie unique est en sursis. Les Etats de sud sont en proie à des conflits qui n'excluent pas la violence. Prôner notre aide à réussir une politique toujours soumise aux dogmes libéraux et solidaire de la zone Euro sera partager son échec.

L'excuse d'être seul face à Merkel et les autres gouvernements n'est pas recevable: refuser le Traité aurait créé en France et en Europe un choc mobilisateur qui nous donnait un poids considérable, capable d'amorcer une véritable réorientation de l'Europe. Du temps? Quelles capacités nouvelles va-t-il apporter, sinon installer solidement le fédéralisme et la récession? Qu'espérons-nous précisément de ces paroles de bienveillance? Croyons-nous F.Hollande capable de changer de cap au moment où les tensions sociales et financières atteindraient leur paroxysme? Hypothèse gratuite: mes yeux ouverts ne voient dans ses actes qu'un socialiste libéral croyant et pratiquant. Il est vrai que certains politiques préfèrent se laisser porter par les événements et savent prendre le vent des bourrasques qu'ils n'ont pas voulu voir venir...

Se fonder sur la croyance en un bilan positif de ce quinquennat est un pari, lui aussi pascalien, auquel je ne souscris pas. Soyons constructifs, mais le dialogue interne à la majorité parlementaire n'en changera pas la donne. En dépit de nos votes d'opposition, le leitmotiv de la confiance à l'égard de ce gouvernement, dont nous pouvons nous dispenser, fait courir à notre Mouvement le risque d'être embarqué dans son impasse.

De plus cette attitude nous place en porte-à faux, voire nous discrédite vis-à-vis des réactions sociales et des autres organisations anti-libérales. Nous devrions mettre tous nos moyens pour faire connaître nos positions, sur le terrain et médiatiquement, chaque fois que se manifestent des protestations, même partielles et étroitement réactives, contre les effets

de la crise. Outre l'action parlementaire, il y a l'opportunité et la nécessité de redonner au Mouvement une visibilité, un crédit, une force sociale qui sont à notre portée en raison des preuves que la réalité nous apporte. A Fleurange, n'était-ce pas à nous de réagir immédiatement en demandant la nationalisation?

Notre objectif principal n'est-il pas de jouer, avec d'autres partenaires, en affirmant notre identité, un rôle décisif dans la construction difficile mais inéluctable d'une autre majorité, porteuse d'une vraie rupture? Ayons une parole responsable, argumentée, celle de notre Programme de Salut Public, incisive et mobilisatrice dans le peuple. Ce n'est en rien la politique du pire. Il n'y a pas d'influence sans rapport de force. A défaut, nous laissons le terrain du combat politique, qui va s'élargir et gagner en intensité, à Mélenchon et Le Pen. Pouvons-nous jouer ce jeu offensif en même temps que nous tenons le discours de la confiance et du temps? Ce n'est pas une simple question d'attitude conjoncturelle, mais de stratégie et d'avenir du Mouvement.

Clément Lacaille